

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE — N° 167  
25 fév. au 3 mars 1974  
LE NUMERO : 0,80 F

## Malgré le « condominium américano-soviétique » la révolution devra de nouveau « s'exporter »

Nous proclamons depuis longtemps un certain nombre de vérités qui ne sont pas des découvertes de nos cervelles mais découlent d'une application élémentaire du marxisme à l'analyse et à l'appréciation des événements contemporains. Le prétendu « condominium américano-soviétique » sur le monde n'est en réalité qu'une domination du gendarme américain, avec participation aux bénéfices du laquais russe. Tout pas en avant dans la détente, dans les « relations commerciales avantageuses », dans la coexistence pacifique — dans tout ce que Brejnev a de nouveau célébré à Cuba (« L'amélioration naissante des relations soviéto-américaines est utile pour la paix universelle », « de nos jours la conviction qu'une collaboration active et fructueuse entre tous les Etats est néces-

saire s'impose en chaque occasion d'avantage ») — tout cela signifie le feu vert pour le gendarme impérialiste international siégeant à Washington (mais bien entendu, comme cela est la règle entre marchands et policiers, la succursale de Moscou elle aussi en profite : celui qui tient le parapluie de son supérieur hiérarchique a quelque chance d'être à l'abri de la pluie ; ceux qui trinquent, ce sont les plus fidèles « camarades »). Au fur et à mesure que ce processus se développe, on voit tomber les derniers lambeaux du voile hypocrite dont l'idéologie recouvrait la politique étrangère du Kremlin, et pâlir par conséquent les derniers rayons de l'auréole qui donnait à certains de ses satellites du « Tiers-Monde » un prestige national-populaire ou même plébéen.

Cette évolution est gouvernée par des lois si impersonnelles et objectives que non seulement il n'était pas difficile d'en prévoir les étapes, mais que, à chacune d'elles, le rôle principal a pu et pourra être tenu indifféremment par plusieurs personnages ou par un seul. A la dernière scène du dernier acte, même le « héros » en qui le peuple se reconnaît le mieux figurera — fût-ce au troisième rang — dans le cortège qui suit le grand patron yankee. Dans le dévouement à la cause mondiale de l'ordre constitué, on ne s'arrête pas à mi-chemin : parti de l'étranglement du prolétariat international, le stalinisme ne pouvait pas ne pas aboutir à la liquidation des mouvements anti-colonialistes. Du point de vue marxiste, l'un est la prémisses de l'autre.

drapeau bien abîmé de la « cause arabe » : inféodés aux grandes compagnies pétrolières américaines d'une part, aux multiples Pentagones d'Occident d'autre part, les titulaires de rentes parasitaires — comme dirait un patron de choc — peuvent gêner, ils ne représentent pas un danger. Et la paix sociale vaut bien une augmentation du prix, ou un embargo temporaire du pétrole. Surtout entre gens bien élevés...

Le voyage de Brejnev à Cuba est une réédition des voyages de Kissinger, d'autant plus marquante et symptomatique que l'endroit où il s'est déroulé — au contact immédiat d'une Amérique du Sud en pleine croissance économique et agitée socialement, et aux portes des Etats-Unis et de leurs dépendances dans les Caraïbes — était, ou pouvait paraître beaucoup plus chargé de matériaux explosifs. L'issue n'en est que plus significative : elle sanctionne officiellement la fin du castrisme en tant que « modèle » révolutionnaire-bourgeois au moins pour le sous-continent américain (qui se souvient encore d'Hanoi comme « modèle » analogue pour l'Asie ?). La fin du blocus des Etats-Unis, la reprise des relations normales avec Washington, le renoncement à la rhétorique anti-impérialiste, tout cela se fera dans un avenir plus ou moins lointain. Ce qui en revanche est immédiat, c'est l'acceptation sans conditions de la théorie et de la pratique de la non-ingérence. Un journaliste a dit à juste titre de la « déclaration commune » publiée à la fin de ce voyage émouvant, qu'elle était la « Charte de la détente soviétique en Amérique latine ». Le document officiel célèbre les « principes de l'égalité, du respect de l'intégrité territoriale, de l'exclusion du recours à la force et à la menace » qu'il faut « fermement établir dans les relations entre les Etats d'Amérique Latine et dans les autres parties du monde » et rend hommage au « développement et au renforcement des liens entre les Etats latino-américains et les pays socialistes » (« Etats latino-américains » qui comprennent comme on le sait le Chili de Pinochet, le Brésil des super-colonels, l'Argentine de Peron, la Bolivie du

général Banzer, etc.). Mais c'est dans les discours des deux leaders, et avant tout — comme il convient — dans celui du chef d'orchestre Brejnev, que l'on peut voir quel est le fond de cette détente.

Certes, Brejnev a bien déclaré que « l'Union Soviétique considère comme inadmissible et criminelle toute tentative d'exporter la contre-révolution et toute ingérence externe en vue d'écraser la volonté souveraine d'un peuple révolutionnaire » — comme si la contre-révolution avait besoin d'être « exportée » (et d'ailleurs qui pourrait le faire sinon les chers amis américains ?) et comme si elle n'était pas déjà sur place, tranquillement installée à l'enseigne des sociétés multinationales, des investissements à long terme, des aides « généreuses », des attentions bienveillantes de la C.I.A. Mais, *Realpolitiker* même quand il laisse échapper une larme d'émotion, il a aussitôt ajouté : « Les communistes ne sont pas partisans de l'exportation de la révolution » (« Humanité » du 31-1-74). Ceci est vrai depuis longtemps pour les « communistes » du Kremlin qui, en matière de révolution, n'ont vraiment rien à exporter, mais ne l'était pas, au sens du moins de la révolution nationale-bourgeoise, il y a encore quelques années pour Castro, dont l'adhésion indique qu'il est passé définitivement à la politique du « Chacun pour soi et Dieu (le Pentagone) pour tous ».

Brejnev ne s'est d'ailleurs pas borné à énoncer crûment cette formule. Il l'a travaillée, polie, avec l'art raffiné d'un orfèvre. « La révolution mûrit au sein de chaque pays. Comment surgit-elle ? Quand surgit-elle ? Quelles formes et quelles méthodes utilise-t-on pour cela ? », s'est-il demandé, en bon empiriste qui se réveille chaque matin devant un spectacle différent, imprévu et imprévisible. Et la réponse est venue, claire et nette : « C'est l'affaire de chaque pays intéressé ». Si un pays décide demain (comme cela est arrivé tant de fois) que la « révolution », même démocratique bourgeoise, se fait en important des capitaux et des marines des Etats-Unis, cela

## La puissante grève des mineurs anglais se heurte à l'union sacrée des bourgeois et des opportunistes

Sous la morsure de la crise, de l'insécurité, de la misère, d'importantes couches de la classe ouvrière anglaise sont entrées en lutte. La puissance de leur réaction tranche brutalement sur la longue léthargie du prolétariat dans le berceau du capitalisme et des luttes ouvrières. L'impérialisme britannique a perdu depuis longtemps son monopole, son empire colonial, et donc la plus grande partie de la puissance qui lui servait à corrompre les couches supérieures de la classe ouvrière ; mais la bourgeoisie la plus expérimentée du monde a appris à allier, dans l'oppression du prolétariat comme dans celle des peuples coloniaux, les formes de domination les plus brutales et les plus cyniques aux plus hypocritement habiles ; elle a su depuis longtemps — comme l'ont fait depuis, avec l'aide de la contre-révolution stalinienne, ses homologues des autres pays — se soumettre les organisations de lutte immédiate de la classe, en les enserrant dans les filets de l'Etat et en entretenant à leur tête un réseau de fidèles laquais.

De son bras encore engourdi mais puissant, le prolétariat anglais commence à briser les chaînes légales et démocratiques disposées avec patience et acharnement par la bourgeoisie dans la terreur de son éveil, et suscite la panique dans la nuée d'immondes parasites qui lui inoculent sans cesse leur poison opportuniste, provoquant une crise politique sans précédent.

La situation des prolétaires anglais ne fait qu'annoncer la détérioration de la situation économique et la pression accrue sur la classe ouvrière dans les principaux pays capitalistes. Dans le cas de la Grande-Bretagne, elle est de plus aggravée par la lente et inéluctable décadence de l'impérialisme britannique au sein du monde capitaliste : réduit à une puissance industrielle de second ordre, celui-ci a vu sa part du marché mondial rétrécir peu à peu, alors que la hausse des prix des matières premières vient de faire brusquement monter le coût des importations ; avec l'aggravation de la concurrence interimpérialiste, la situation de la balance commerciale et de la balance des paiements se dégradent sans que les importants profits toujours rapatriés de l'étranger par le vieil impérialisme usurier suffisent à combler les déficits. L'effort entrepris sous le dernier gouvernement travailliste pour rénover l'appareil industriel et augmenter la productivité (coût pour

la classe ouvrière : près d'un million de chômeurs début 1972) s'est révélé insuffisant pour rétablir à lui seul la compétitivité des exportations et améliorer un taux de profit en baisse constante et régulière depuis 1950. Il fallait faire davantage : accroître l'exploitation en diminuant les salaires réels. Ce fut l'objet du « plan anti-inflation » instauré par le gouvernement Heath. Subissant l'énorme pression du marché mondial, le capital britannique s'efforçait, comme c'est inévitable, de la répercuter sur la classe ouvrière.

Pour contenir la fermentation sociale, l'Etat ne se contentait pas des appels habituels à la solidarité nationale et aux sacrifices nécessaires ; il instaurait un arsenal législatif minutieux ébauché par Wilson et mis au point par Heath (*Industrial Relations Act*) qui enserrait dans des procédures de négociation et d'étouffement le moindre conflit ; renforçait sa police (en l'entraînant et en l'équipant

(suite page 2)

### MARTINIQUE :

## L'impérialisme français à l'œuvre

Le plomb de l'impérialisme français a une fois encore frappé, tuant deux ouvriers agricoles à la Martinique, où la situation économique catastrophique et la haine de l'oppressé colonialiste ont poussé les travailleurs en grève à affronter les gardes mobiles avec des couteaux et des gourdins.

Ces morts ne sont pas dues à des « excès du capitalisme colonialiste » ni à la « politique réactionnaire » du gouvernement. Elles sont le tribut que les esclaves des bagnes coloniaux paient rituellement à l'impérialisme pour prix de leur rébellion à un ordre inhumain où l'exploitation la plus féroce s'accompagne de l'oppression nationale et raciale la plus ignoble.

Elles arrachent son masque hypocrite à l'infâme démocratie pour dévoiler la nature de l'Etat, cette trique aux mains de la bourgeoisie, qui est l'ennemi commun des prolétaires de la métropole et des esclaves des colonies.

Dans cette situation, les organisations soi-disant ouvrières, au lieu d'attiser la haine et de susciter la lutte des prolétaires métropolitains contre l'oppression coloniale perpétrée par leur propre Etat, au lieu de les appeler à la rescousse pour venger leurs frères d'outre-mer, « s'indignent », « émettent des protestations solennelles » et imploront le gouvernement de « faire toute la lumière sur l'origine des événements » (voir « L'Humanité » du 16-2-74), cependant que les appendices coloniaux de ces organisations ne se préoccupent que de « calmer les esprits » et de tenter de discréditer la moindre lutte sous prétexte de « gauchisme » et d' « aventurisme ».

Ce faisant, elles enferment dans un tragique isolement la lutte des peuples colonisés, poursuivant ainsi leur politique de laquais du capital, nourris des « miettes tombées de la table des festins impérialistes », et qui ont depuis longtemps renoncé à lutter contre l'oppression coloniale et — ce qui est indissociable — pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Aujourd'hui comme hier, la lutte contre le capitalisme exige le combat sans merci contre le social-impérialisme !

(suite page 3)

(suite de la page 1)

pour la lutte anti-grève) et son armée (qui trouve en Irlande un terrain d'entraînement pour ne pas perdre la main après les répressions coloniales); mais surtout, il savait pouvoir compter, pour contenir et étouffer de l'intérieur la révolte ouvrière et plier le prolétariat aux besoins de l'économie nationale, sur son plus précieux appui: les loyaux serviteurs de Sa Majesté à la direction des Trade-Unions.

Tout cet arsenal bourgeois a cependant été impuissant à contenir la colère des mineurs devant l'aggravation de leurs conditions d'existence. Ainsi que le reconnaissait le rapport de la commission officielle d'enquête instituée lors de la grève de 1972, « les conditions de travail dans les mines de charbon sont parmi les plus dures qui soient »; les mineurs de fond travaillent souvent nus à cause de la chaleur, en équipe de 3 x 8; le travail dans l'équipe de nuit (la mieux payée) rapporte 28 livres par semaine (315 F — il s'agit des salaires bruts, retenues non déduites) pour les mi-

## La puissante grève des mineurs

neurs les moins qualifiés (les plus nombreux), 36,8 livres (413 F) pour les plus qualifiés. Une fois pressurés à fond par le capital, les mineurs de fond trop âgés pour être suffisamment productifs ou dont la santé a été ruinée par leur travail de bête de somme sont affectés en surface, où ils gagnent au maximum (travail de nuit de la catégorie la mieux payée) 26,6 livres par semaine (288 F) (chiffres officiels, publiés par le *Times*, 30-1-74). D'après les reportages publiés dans la presse anglaise, les salaires nets peuvent descendre jusqu'à 19 livres par semaine (213 F). Les congés payés sont de deux semaines par an. Un mineur marié et père de 3 enfants déclarait au reporter du *Times*: « Je ne peux plus les nourrir, c'est pour cela que je suis en grève ». Voilà les résultats du progrès bourgeois, non pas dans un pays se débattant dans l'enfance du développement capitaliste, mais dans le plus ancien pays capitaliste du monde!

### LE SABOTAGE DE L'OPPORTUNISME

Depuis le début du conflit (qui avait commencé en novembre par la grève des heures supplémentaires) le souci essentiel des bureaucraties syndicales avait été d'éviter le durcissement de la lutte. Pour isoler le mouvement et éviter son élargissement, la direction des Trade-Unions avait expressément déclaré que les mineurs constituaient un cas unique méritant un traitement spécial. Murray, secrétaire général du T.U.C., déclarait le 16 janvier: « Nous avons dit au gouvernement que nous considérons le cas des mineurs et les circonstances actuelles comme non seulement exceptionnels mais uniques. Nous avons donné au gouvernement l'assurance que s'il accepte notre proposition, le Conseil Général du T.U.C. ne reviendra pas demander la même chose pour d'autres groupes de travailleurs » (*Economist*, 26-1). Le caractère ignoble d'une telle déclaration est encore accentué par le fait que selon les statistiques, les salaires des mineurs sont légèrement supérieurs aux salaires moyens de l'industrie manufacturière. Un peu plus tard, le même Murray lançait cet avertissement plaintif: « Il y a un danger réel que le mécontentement mène à l'amertume, qui provoquera la rigidité chez les syndicats cherchant un règlement raisonnable du problème. Personne ne peut souhaiter qu'on ne laisse à des hommes modérés d'autre alternative que d'adopter une attitude militante » (*Times*, 29-1). On voit qu'en Grande-Bretagne comme partout (mais depuis plus longtemps hélas) le soi-disant « apolitisme » syndical n'est qu'une feuille de vigne recouvrant la collaboration de classe éhontée, la recherche de la paix sociale à tout prix aux dépens des travailleurs, la défense de l'intérêt national et de l'économie bourgeoise, en somme la transformation des syndicats en courroie de transmission des intérêts de la bourgeoisie.

Dans la besogne de sabotage de la lutte, les soi-disants « communistes » du Parti communiste de Grande-Bretagne, influents à la tête du syndicat des mineurs, n'ont pas été en reste: leur porte-parole le plus en vue, MacGahey, déclarait au lendemain même du vote favorable à 81% à la grève qu'il espérait encore que « le bon sens l'emporterait », et qu'un accord était possible sur une somme inférieure à ce que réclamaient les mineurs! (*Financial Times*, 5-2).

### « RETOUR AU TRAVAIL AVEC LES TRAVAILLISTES »

Le programme bourgeois et anti-prolétarien du Labour n'a en effet pas changé, et s'exprime très clairement dans son slogan électoral: « Retour au travail avec les Travaillistes ». Pour bien montrer qu'il ne s'agit pas simplement de mots, Wilson a inauguré sa campagne électorale par une attaque contre la grève des conducteurs de trains, en déclarant qu'il fallait « mettre fin aux épreuves que des millions de gens sont en train de subir » (il ne s'agissait pas de la classe ou-

Quant au Labour Party, tout en réclamant « un règlement honorable qui remette la Grande-Bretagne au travail », il cherchait encore plus ouvertement à faire peur aux mineurs et à la classe ouvrière en général, en prévenant les mineurs avant leur vote sur la grève illimitée: « ...la lutte sera probablement longue et âpre, elle durera peut-être des mois (...). Il n'est pas trop tard même maintenant pour empêcher la catastrophe imminente » (*Times*, 30-1). S'adressant au même moment à ses maîtres bourgeois à un colloque organisé par le *Financial Times*, le bras droit de Wilson, Healey déclarait: « Si, comme je le crois, la nation dans son ensemble doit accepter des sacrifices l'année prochaine, il est essentiel qu'ils soient équitablement partagés » (*Financial Times*, 1-2). Faire croire que les sacrifices concernent « la nation dans son ensemble » et qu'on peut les partager « équitablement » entre exploités et exploités, voilà bien le rôle des hommes de paille de la bourgeoisie! L'hebdomadaire travailliste *New Statesman* trahissait très clairement le rôle réel du parti travailliste en laissant échapper dans un éditorial ce cri du cœur: « ...ce qui est peut-être le pire de tout, c'est qu'une lutte dure et prolongée va provoquer des haines de classe sur une échelle inconnue dans ce pays depuis les années trente » (8-2-74). Les petit-bourgeois entretenus par l'impérialisme pour anesthésier le prolétariat tremblent à l'idée de voir leur œuvre, leur raison sociale et la base même de leur existence anéantie par le réveil et l'exacerbation des antagonismes de la société bourgeoise!

Toutes les manœuvres de l'opportunisme, notamment les tentatives de compromis de dernière minute pour « éviter le pire », n'ayant cependant pu avoir raison de la détermination des mineurs, le gouvernement Heath a décidé de tenter de noyer la lutte dans la mascarade démocratique et électorale en provoquant des élections anticipées. En cas d'échec, la bourgeoisie changera simplement l'équipe des gérants de l'impérialisme britannique en confiant aux travailleurs le soin de tenter d'enrayer au nom de l'intérêt national le développement des luttes et de remettre la classe ouvrière au travail, comme ils l'ont déjà fait à plusieurs reprises dans les cas de crise grave.

vière anglaise, mais des « clients » des chemins de fer). La direction du syndicat a obtempéré à l'ordre du Labour et brisé purement et simplement la grève. Auparavant, sur demande du Labour et du T.U.C., les dirigeants du syndicat des mineurs avaient limité à 6 grévistes chaque piquet de grève, en insistant sur le respect de la légalité (c'est-à-dire précisément de la loi récemment instituée par la bourgeoisie pour enlever toute efficacité aux piquets qui la respecteraient),

ainsi que sur la nécessité d'une attitude « disciplinée et paisible » et d'une... coopération avec la police (cette police qui a été spécialement équipée, entraînée et réorganisée depuis la grève de 1972 pour neutraliser les piquets et réprimer les grèves avec plus d'efficacité): le feu vert est ainsi donné par avance aux forces de répression.

Après ces premiers succès, Wilson a déclaré dans une conférence de presse: « Nous remettons la Grande-Bretagne au travail. Nous l'avons fait après la guerre. Nous l'avons fait après 1964. Et nous le referons » (*Financial Times*, 13-2). Le lendemain à Cardiff, il critiquait le gouvernement conservateur pour avoir « brisé notre système de relations industrielles » et « mis fin au système de conciliation dans l'industrie qui fait notre fierté depuis 50 ans » (*Financial Times*, 14-2). Le propre de la myopie petite-bourgeoise est d'attribuer à la méchanceté ou à l'incompétence de mauvais dirigeants toutes les catastrophes provoquées par le développement objectif des antagonismes capitalistes, dont ces dirigeants ne sont que des jouets plus ou moins conscients. Ce qui brise la « pax britannica » sociale au grand dam des travaillistes, ce n'est pas tant le gouvernement Heath que la pression insupportable que le capital exerce sur la classe ouvrière anglaise, et qui la pousse inéluctablement à se dresser d'une manière instinctive, physique, contre l'exploitation, malgré toutes les chimères dont l'opportunisme a pu si longtemps empoisonner son cerveau.

Pour terminer ce rapide examen des forces en présence, il faut encore dire un mot de l'opportunisme façon stalinienne. Si le parti « communiste » britannique est très loin d'avoir l'influence de ses équivalents italien ou français, son programme est exactement aussi opportuniste, démocratique et chauvin, et sa trajectoire politique est la même. A la fin de la seconde guerre impérialiste, ce parti soutenait un « gouvernement d'unité nationale » comprenant des conservateurs « progressistes » comme... Churchill et Eden! Après l'arrivée au pouvoir des Travaillistes en 1945, il faisait propagande pour le développement de la production (en français: « retrouvez vos manches, camarades ») avec comme slogan...

« exporter ou mourir »! Depuis 1948, il est pour « la voie britannique au socialisme », étant entendu que par « voie britannique » — tout comme par « voie française », « voie italienne » ou « voie nationale » en général — il faut entendre la voie pacifique, électorale et parlementaire. « Je suis pour en finir avec ce gouvernement le plus vite possible selon les méthodes britanniques traditionnelles, par la voie des urnes » déclarait MacGahey à *L'Humanité* (9-2). Les méthodes opportunistes traditionnelles pour tromper la classe ouvrière ne sont pas l'apanage du seul continent! L'opportunisme stalinien « made in Britain » ne fait que caricaturer de manière grotesque ses semblables européens, en militant en fait pour la victoire du Labour, considérée comme l'équivalent de la « démocratie avancée » qui serait instaurée en France par la victoire du « programme commun »: « La puissance du mouvement syndical, écrivait un éditorial du *Morning Star*, est assez grande pour amener un gouvernement travailliste appliquant une politique de gauche, ouvrant ainsi la voie au socialisme » (cité dans *Economist*, 29-12-73). Voilà ce que ces faux communistes appellent la voie au socialisme: un gouvernement de sauvegarde du capitalisme, qui utilise son influence sur les syndicats pour plier les ouvriers à la discipline productive.

\* \*

En Angleterre comme partout, la classe ouvrière est ouvertement et cyniquement trahie et bafouée par les dirigeants de ses organisations immédiates et par les partis qui se réclament d'elle. Et pourtant, ni la trahison des uns, ni la violence légitime et organisée des autres, n'ont été en mesure d'empêcher la puissante réaction prolétarienne qui, bien que limitée en étendue, suffit à paralyser partiellement l'économie britannique et à semer l'effroi chez les gérants du capital. Que les prolétaires du monde entier regardent dans la grève des mineurs anglais la force immense que peut avoir le prolétariat en lutte, et que l'opportunisme cherche précisément à leur cacher! Que l'amertume suscitée par les trahisons opportunistes se transforme en haine de classe contre la bourgeoisie et ses honteux « labour-lieutenants » en Angleterre et partout! Fécondées, décuplées et dirigées par le parti communiste mondial, cette force et cette haine redeviendront un jour les armes de l'émancipation prolétarienne!

## Paix aux patrons de bonne comptabilité !

Pour les idéologues vendus à la bourgeoisie, la production de l'entreprise serait le bien commun du patron et des ouvriers. Aussi, l'ouvrier, pourvu bien sûr qu'il ait une « éducation économique » suffisante, devrait se rendre compte, à la lecture des livres de comptes de l'entreprise, de la mesure exacte de sa « part de la récolte ». C'est avec cette justification habituelle qu'a été pris en Belgique l'arrêté royal du 27 novembre 1973 sur l'information économique et financière des conseils d'entreprise.

Au lunch des patrons chrétiens d'Anvers, le professeur Delbeke a expliqué qu'une telle mesure « donnera aux chefs d'entreprise l'occasion de créer un climat nouveau dans les entreprises », ajoutant « qu'une position positive face à cet arrêté royal peut contribuer dans une large mesure à la paix sociale ». Il tentait ainsi de rassurer les petits capitalistes prompts à voir dans toute réforme une arme des monopoles contre eux, mais il a dévoilé en même temps la démagogie des politiciens et des syndicalistes réformistes réclamant de telles mesures qu'ils prétendent de nature à « limiter le pouvoir des monopoles ».

En réalité, si de telles mesures peuvent corrompre encore un peu plus que quelques représentants des travailleurs et mousser la combativité de certaines couches de salariés, elles ne peuvent nullement garantir la paix sociale car la lutte des prolétaires contre le capital n'est pas dû au fait qu'ils n'obtiennent pas du capital « ce que pourrait permettre exactement la production » mais parce que le mécanisme de la société capitaliste leur est de plus en plus intolérable. Aucune lecture de bilan d'entreprise, même soi-disant non-truquée, ne peut changer ce fait!

## Patriotisme prolétarien ou social-impérialisme ?

Depuis toujours, les « situations nouvelles » ont servi de prétexte à l'opportunisme pour justifier les volte-face les plus spectaculaires et les pires reniements, baptisés manœuvres tactiques et « habiles » mises à profit des contradictions interimpérialistes. La rupture sino-soviétique et les vicissitudes diplomatiques des deux camps « socialistes » ne sont que les plus récents d'une longue série de soi-disant « faits imprévus », qui amènent le stalinisme, au cours de la deuxième guerre mondiale, à expérimenter successivement la collaboration avec chacun des deux blocs impérialistes au gré du changement des intérêts militaires et nationaux de la Russie.

Les fidèles gardiens de l'orthodoxie stalinienne que sont nos chers nationaux n'ont pas manqué d'utiliser eux aussi l'argument favori de l'opportunisme. Dans le n° 3 de sa revue *Prolétariat*, après avoir rappelé la lutte de Lénine contre le social-chauvinisme de la II<sup>e</sup> Internationale faillie, et revendiqué, dans les nations opprimées, le rejet de toute collaboration de classe et le défaitisme révolutionnaire dans la guerre impérialiste, *L'Humanité Rouge* apporte la précision suivante (Cours sur la Nation, chapitre *Internationalisme prolétarien et patriotisme prolétarien*): « Toutefois, les tentatives de double hégémonie mondiale actuellement développées

par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique peuvent conduire à des situations nouvelles où le prolétariat sera amené à passer une alliance temporaire avec certaines fractions de sa propre bourgeoisie capitaliste pour d'abord défendre la patrie agressive et réaliser ensuite [?] la révolution socialiste. Dans ce cas, le Parti du prolétariat ne devra jamais oublier son indépendance [sic!] et son autonomie [sic!] au sein du *Front Uni National* réalisé contre l'ennemi impérialiste extérieur ». (souligné par nous, N.d.R.).

Merci aux si ardents défenseurs de la lutte « classe contre classe » et de la révolte des peuples opprimés d'être si clairs et de nous prévenir d'avance que dans la prochaine guerre mondiale pour le partage des colonies et des zones d'influence entre les brigands impérialistes, ils appelleront — comme hier les partis de la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée — le prolétariat des métropoles à participer volontairement au massacre de ses frères de classe et à soutenir un des deux camps impérialistes contre l'autre (et donc, dans les pays du « mauvais » camp, une fraction de la bourgeoisie contre l'autre), en renvoyant une fois de plus aux calendes la perspective révolutionnaire, pour insuffler un sang neuf au Moloch impérialiste: PATRIE D'ABORD-

Il n'y a pas de différence en-

tre le « patriotisme prolétarien » dont se réclame *L'Humanité Rouge* et le social-chauvinisme auquel elle prétend s'opposer. On ne peut pas à la fois stigmatiser le soutien du P.C.F. aux entreprises de la bourgeoisie colonialiste française et glorifier sa participation à la Résistance, c'est-à-dire à la guerre impérialiste, fût-ce sous une forme de guerre civile; on ne peut pas à la fois prétendre lutter contre l'impérialisme et « apprécier positivement » la force de frappe et la politique de « défense européenne » de la France impérialiste (voir *Le Prolétaire* nos 95 et 162); on ne peut pas à la fois se dire internationaliste et mettre en garde le prolétariat français « contre les menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale de notre pays » (*HR*, n° 208).

Plus que jamais, la préparation révolutionnaire et la reconstitution du parti international du prolétariat ne peuvent se faire que par la lutte la plus décidée contre tous les diffuseurs de l'idéologie démocratique et chauvine (pacifiste ou violente) au sein du prolétariat, en proclamant à l'avance que dans la guerre impérialiste, si la révolution ne peut pas lui barrer la voie, le prolétariat révolutionnaire doit retourner les armes contre sa propre bourgeoisie, dont la défaite est la meilleure condition pour la victoire de la révolution prolétarienne et pour l'unification du prolétariat international.

# Facteurs objectifs et subjectifs de la lutte de classe, maillons d'un même processus dialectique

(La première partie de cet article a paru dans Le Proletaire n° 166.)

Un exemple classique d'application de ces principes a été donné par la tactique du front unique mises en œuvre par la gauche italienne après la constitution en 1921 du P.C. d'Italie. Face à l'attaque combinée du fascisme et de l'Etat démocratique jouissant de la complicité de l'opportunisme, la gauche a montré au prolétariat qu'il n'y avait pas d'espoir de défense des conditions immédiates de vie séparées de la préparation révolutionnaire générale ; et, de façon cohérente, elle a lancé le mot d'ordre pratique de la reconstitution du front de défense ouvrier, économique et politique, sur la base des exigences immédiates communes à toute la classe, reconstitution qui devait nécessairement passer par l'expulsion des infections réformistes et anarchistes du corps encore sain des organisations syndicales. Il faut insister sur ce point contre ceux qui veulent voir dans le front unique syndical une proposition d'alliance faite aux courants non communistes dans les organisations professionnelles ; même limité à la défense contre l'offensive bourgeoise, le front unique syndical n'impliquait pas une alliance avec l'opportunisme mais la lutte implacable contre lui.

Mais si les principes sont invariables, les mots d'ordre d'application dépendent des situations. Les principes que nous avons résumés ici, et qui se trouvent développés dans des textes fondamentaux comme *Parti révolutionnaire et action économique* (1), par exemple, ont été rappelés aussi dans les Thèses sur *Le Parti devant la question syndicale* pour conduire à l'imposition correspondante de la fonction du syndicat et de la lutte syndicale dans notre vision du processus révolutionnaire et de sa préparation nécessaire, dans le cadre de la phase ouverte par la seconde guerre impérialiste.

On rappelle dans ces Thèses que : « Le syndicat ouvrier n'est jamais révolutionnaire par lui-même, pas plus d'ailleurs qu'aucune autre forme d'organisation immédiate, même non exclusivement économique : bien au contraire, du fait même de son immédiateté et de la présence d'intérêts contingents variant d'un groupe d'ouvriers à l'autre, il tend à s'enfermer dans les limites mesquines et corporatistes d'une action minimaliste et réformiste ; mais il peut toutefois devenir un instrument vital de la révolution, et tout d'abord, de la préparation révolutionnaire du prolétariat, dans la mesure où le parti conquiert une influence considérable dans son sein, c'est-à-dire parmi les masses organisées. Pour la bonne réalisation de cette tâche et pour l'action finale révolutionnaire elle-même, qui présuppose entre autres la centralisation des forces ouvrières, il est souhaitable qu'il soit unitaire, c'est-à-dire qu'il comprenne tous les travailleurs placés dans une situation économique spécifique ».

Et encore : « Le parti considère comme des conditions de son existence en tant que facteur agissant de la préparation du prolétariat à l'assaut révolutionnaire et de sa victoire :

a) l'apparition de luttes économiques à vaste échelle et sous une forme non épisodique — et l'intense participation du parti, pour les raisons sus indiquées, à ces luttes,

b) l'existence d'un réseau qui ne soit ni éphémère ni même épisodique d'organisations intermédiaires entre le parti la classe et l'intervention du parti dans ces organisations, pour y conquérir non pas nécessairement la majorité et donc la direction, mais assez d'influence pour pouvoir les utiliser

comme une courroie de transmission de son programme parmi les masses ouvrières organisées, et pour en imprégner au moins les couches ouvrières les plus combattives ».

Il doit être bien clair que ce que nous avons appelé les éléments subjectifs de la préparation révolutionnaire ne sont absolument pas secondaires par rapport à ceux qu'on a l'habitude d'appeler objectifs ; et qu'il serait antidialectique de les croire indépendants et de chercher leur somme, au lieu de considérer leur synthèse.

Ainsi, les Thèses rappellent que : « Dans le premier après-guerre... quoique reflétant les tendances objectives de la phase impérialiste, l'opportunisme ne put alors jouer son rôle actuel de soumission directe des syndicats à l'Etat bourgeois ».

Non pas que l'opportunisme d'alors aurait été moins infâme qu'aujourd'hui. Mais ses tentatives de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois étaient bloquées par la convergence et l'interaction de deux phénomènes : la poussée élémentaire des masses d'une part, et la lutte que la tendance révolutionnaire avait mené contre l'opportunisme dans le mouvement ouvrier pendant toute la phase précédente, et qu'elle continuait à mener, d'autre part. C'est cette convergence qui a déterminé le caractère de classe des organisations immédiates du prolétariat, bien que parfois leur direction soit restée aux mains des opportunistes. Aujourd'hui, par contre, nous subissons les conséquences d'une contre-révolution comme l'histoire n'en a jamais connue, et l'opportunisme a pu et peut développer sa fonction avec une efficacité autrement dévastatrice.

« Nous avons dit en 1949, et nous le répétons aujourd'hui, que ce processus (l'intégration des syndicats dans le système de défense bourgeois) est tout aussi irréversible que l'évolution totalitaire et centralisatrice du capitalisme impérialiste tant en économie qu'en politique, et que c'est lui qui donne « la clé de l'évolution des syndicats dans tous les grands pays capitalistes ». Mais nous avons la certitude scientifique que le processus qui depuis plus de trente ans sépare la classe de son parti et lui fait considérer le communisme comme invraisemblable ou même impossible est, lui, réversible ; nous avons la certitude scientifique que si la dynamique de la phase impérialiste implique « l'assujettissement de plus en plus complet du syndicat à l'Etat bourgeois », elle implique aussi le déclenchement à l'échelle mondiale de la crise économique et l'explosion de la reprise généralisée de la lutte de classe, pour éloignée qu'elle puisse apparaître aujourd'hui. La véritable conquête, durable et fondamentale, d'une telle reprise, sera le retour sur la scène historique, en tant que facteur agissant, de l'organisation sévèrement sélectionnée et centralisée du parti, mais elle s'accompagnera aussi nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de la classe et son organe politique. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. (...) Le problème n'est pas celui des formes que prendra la reprise de la lutte de classe et des modes d'organisation qu'elle tendra à se donner. (...) Le paradoxe du cycle historique actuel (...) est que face à l'accumulation des contradictions et des ruptures du capitalisme mondial, la classe ouvrière est tombée à un niveau plus bas encore que celui considéré dans le « Que faire ? » de Lénine. Alors en effet il s'agit d'importer dans la classe la conscience politique, le socialisme ; maintenant il s'agit de la tâche difficile de souder l'intervention politique du parti à une action économique qui, spontanément, n'at-

teint même pas le niveau de ce que Lénine appelait la « conscience trade-unioniste » et qui, sauf des cas tout à fait exceptionnels, garde un caractère sporadique, corporatiste, sectoriel, et nous dirons même contestataire. Le parti ne peut certes pas susciter la lutte de classe, mais il a pour tâche d'en rappeler constamment, au cours des luttes économiques, même sporadiques et partielles, les conditions élémentaires et indispensables, en défendant des méthodes et des mots d'ordre généraux qui tendent à unir les prolétaires de toutes les usines, de toutes les catégories et toutes les localités (...). Le parti doit donc dénoncer le travail de sabotage et de division des syndicats qui, et ce n'est pas un hasard, repoussent ces revendications. (...) Nous n'avons rien à défendre dans les syndicats d'aujourd'hui... nous devons affirmer contre eux le principe permanent de l'associationnisme ouvrier qui est un facteur du développement des luttes de classe, tout en soutenant qu'il en est aussi un produit et que la réalisation de ce principe est conditionnée par ce développement ».

Ces dernières citations montrent que le développement de conditions favorables à l'action révolutionnaire présuppose non seulement une reprise générale des luttes économiques sous la poussée de la crise capitaliste, mais aussi parallèlement la renaissance d'un réseau d'organisations ouvrières par lesquelles pourra passer la liaison du parti avec la classe. Une telle renaissance implique la destruction de l'armature implantée dans le prolétariat par l'opportunisme pour perpétuer sa désorganisation ; elle exige donc le travail dans le vif des luttes revendicatives pour étendre l'influence du parti révolutionnaire parmi les ouvriers les plus combattifs, en opposition farouche aux tentatives réformistes d'étouffer ou de canaliser la moindre velléité de couches plus ou moins larges de travailleurs de radicaliser la lutte. Il s'agit là d'une activité fondamentale et indispensable qui — on ne le répètera jamais assez — fait partie inté-

grante de la reconstitution même du parti.

Dire que la tactique du front unique syndical ne peut pas être transplanté tel quel de la période de 1921 à la situation actuelle, ne signifie nullement que le parti renonce à intervenir dans les luttes revendicatives immédiates, ni dans les syndicats. Dans un texte de 1951 nous écrivions à la barbe des économistes d'hier, d'aujourd'hui et de demain, qu'ils se présentent comme volontaristes ou bien comme fatalistes : « La situation syndicale d'aujourd'hui ne diffère pas seulement de celle de 1921 par l'absence d'un puissant parti communiste, mais aussi par l'élimination du contenu même de l'action syndicale et le remplacement de l'action de la base par une activité bureaucratique ». On ajoutait cependant : « Si un puissant parti communiste fait front à l'offensive capitaliste, si le prolétariat s'arrache à la tactique des Comités de Libération, si l'arrache à l'influence de l'actuelle politique russe, à tel moment et dans tel pays pourront ressurgir des syndicats de classe, par une reconstitution ex novo ou par la conquête — peut-être à coups de bâton — des syndicats actuels. Historiquement, ceci ne peut pas être exclu. Ces syndicats se formeraient certainement dans une situation de montée révolutionnaire ou de conquête du pouvoir ».

Mais si nous refusons de préjuger de la forme des organisations immédiates de la classe et de leur mode de naissance, nous affirmons, comme on l'a rappelé, la nécessité de telles organisations pour réaliser la liaison entre le parti et la classe. Et nous affirmons que l'établissement de cette liaison, qui est la condition « subjective » de la lutte révolutionnaire, le fait que le parti est effectivement à même de diriger la lutte des masses prolétariennes, ne sera jamais le simple résultat d'un processus « objectif » dans le sens de automatique et spontanée, mais dépend de l'activité du Parti. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que nous l'affirmons, comme le montrent ces extraits des Thèses de Rome de 1922 : « L'œuvre de pro-

pagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquiescence à l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire... Le travail ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte. (...) Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations dans la vie sociale » (2).

Même sur le terrain des revendications immédiates, économiques aussi bien que politiques, les ouvriers ne peuvent rompre spontanément les entraves du contrôle bourgeois et opportuniste que de façon épisodique. A plus forte raison, les conditions de la révolution ne pourront jamais apparaître « spontanément » : elles exigent certes l'explosion des antagonismes de classe, mais elles exigent tout autant le long, patient, farouche travail de préparation que le parti réalise en implantant les positions révolutionnaires à travers toutes les luttes immédiates et partielles des prolétaires, en préparant, en même temps qu'il se forme, les conditions qui lui permettront de diriger effectivement l'assaut révolutionnaire et la dictature du prolétariat.

(2) Défense de la continuité du programme communiste, pp. 45-46.

## Malgré le «condominium»...

(suite de la page 1)

le regarde. Si un autre décrète que capitalisme égale socialisme (comme cela est déjà arrivé tant de fois) et que pour y arriver la révolution doit passer par le massacre des prolétaires des villes et des paysans pauvres, c'est son affaire. Prend-il envie à la contre-révolution de s'exporter ? Irrités et pleins de mépris, nous n'exporterons pas notre « révolution » : cela ne nous concerne pas. D'ailleurs, « la pelleteuse ou la moissonneuse sont aujourd'hui des armes aussi importantes que les fusils ou les mitraillettes hier ». Laissons donc les « peuples des pays socialistes édifier la nouvelle société sans interférence étrangère ». S'ils crévent dans leur tentative, ce ne sont pas nos oignons : vivent les moissonneuses !

Naturellement, Castro en est arrivé là après un parcours qui ne date pas d'hier. Il suffit de se rappeler son voyage chez Allende et la bénédiction qu'il donna à la glorieuse voie chilienne au socialisme. Et déjà, auparavant, le désaveu du « Che ». Jamais cependant l'évangile du « chacun pour soi » n'avait été formulé en termes aussi explicites. Jamais encore on n'avait offert aux Etats-Unis et à leurs dépendances latino-américaines semblables contre-assurances. Castro a exalté la joie des ouvriers cubains qui, trimant pour que leur Etat paie les lourdes dettes qu'il a contractées envers la Russie fraternelle, se consolent à la pensée que « L'Union

Soviétique, pays socialiste, profondément internationaliste, ne possède pas une seule mine, pas un seul hectare de terre, pas une seule fabrique, pas un seul service, pas une seule entreprise de transport, pas un seul magasin dans notre pays » (L'Humanité du 31-1-74).

En réalité, ce pays « profondément internationaliste » (à bas les calomnieux que nous sommes !) ne se contente pas d'accorder des prêts à long terme avec intérêt ou d'acheter du sucre à des prix de faveur : il exporte aussi sa « loi de la détente » qui n'admet ni les poussées d'impatience ni les interventions ; qui exclut, ne disons pas la « guerre révolutionnaire », mais même la guérilla, si modeste soit-elle ; qui ne tolère pas l'explosion, considérée comme romantique et troublant l'harmonie universelle, des révolutions national-bourgeoises en retard ; et qui, jetant des « ponts de paix, d'amitié et de fraternité », exige que les nouveaux Etats, tout en restant propriété nationale, se soumettent aux exigences supranationales du « condominium russo-américain », c'est-à-dire à la domination du gendarme américain avec participation aux bénéfices de son serviteur « internationaliste ».

Le nassérisme était beaucoup moins audacieux et novateur que le castrisme, sur le plan intérieur et international : il inquiétait moins Washington. Aucun Kissinger n'aurait pu amener Cas-

tro à changer sa vareuse militaire pour un habit à queue. Or que signifient d'autres termes de la « déclaration commune » du 4 février : « renforcer les structures organisationnelles du parti communiste de Cuba, serrer les rangs du P.C., (...) éduquer les masses dans l'esprit et dans les idées du marxisme-léninisme » ? Il fallait pour cela Brejnev, et l'aide des crédits « fraternels » et autres « facilités ». C'est pour cela que les événements de Cuba marquent plus que ceux du Caire la fin d'une époque. La pax capitalistica descend sur le monde. La Maison Blanche et, un peu en retrait, le Kremlin, montent la garde devant la fosse des combattants morts dans ce qui aurait pu être le début d'une réaction révolutionnaire en chaîne — veillant à ce qu'ils soient bien enterrés.

Il faudra que le prolétariat des grandes métropoles impérialistes ouvre un cycle que les maîtres du monde croient aujourd'hui clos ; que ce cycle ne s'arrête pas aux stades hybrides des Castro et Ho-Chi-Minh — si importante qu'ait été leur action dans une certaine phase, et à cause de conséquences qu'ils n'ont eux-mêmes pas voulues — mais qu'il aille plus loin et plus haut. Qu'à nouveau la révolution « s'exporte » ! La vraie révolution, celle qui soude dans un même mouvement gigantesque et victorieux la classe ouvrière mondiale et les plèbes paysannes et urbaines des terrains de chasse de l'impérialisme !

(1) Le Proletaire n° 121.

## Face à la répression et aux agressions contre les travailleurs immigrés, une seule arme, la lutte des classes

Le capitalisme mondial se procure dans les pays « sous-développés », si besoin par la force, les millions de prolétaires dont il a besoin pour accroître ses profits. Mais chaque période de « prospérité » est suivie d'une crise, c'est la loi du système capitaliste. Les difficultés économiques qui apparaissent actuellement, et dont une des conséquences immédiates est la réduction de l'immigration, ne sont que le prélude à une crise cent fois plus profonde qui mettra en chômage des millions d'ouvriers.

Le capitalisme commence par attaquer la fraction la plus vulnérable du prolétariat, celle des travailleurs étrangers.

La bourgeoisie française couvre les agresseurs des immigrés et décide les expulsions.

Les gouvernements des pays exportateurs de main-d'œuvre interviennent pour essayer de contenir la révolte de leurs ressortissants et dénoncent parmi ces derniers les « meneurs ».

Car les travailleurs étrangers répondent naturellement aux attaques de la bourgeoisie par des grèves et des manifestations. Et l'opportunisme met tout en œuvre pour saboter ces mouvements : d'une part il essaye de les rendre plus pacifiques, il invite les immigrés à rejoindre les syndicats jaunes de leur pays, à se battre pour « l'égalité des droits avec les Français » — le « droit » d'être exploité dans les mêmes conditions ! ; d'autre part il proclame : « nous ne sommes pas contre la venue des travailleurs étrangers en France : ils sont nécessaires à l'économie nationale » (C.G.T.), montrant par là même que c'est « l'économie nationale » qui le préoccupe. D'ailleurs, le P.C.F. n'a-t-il pas en 1967 proposé une loi qui contrôlerait l'immigration, semblable à celle qu'applique aujourd'hui la bourgeoisie ?

La seule façon de lutter contre le racisme est d'organiser la lutte commune de tous les prolétaires sur la base de leurs intérêts communs de classe contre l'exploitation qui frappe en priorité les couches ouvrières les plus démunies, sans tenir compte de la couleur ni de la nationalité. Cela exige que soient chassés hors de la classe tous les réformistes et opportunistes, agents de la bourgeoisie, et que, au travers des luttes, s'effectue l'unification révolutionnaire de classe qui suppose la reconstitution du parti communiste mondial.

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner !

Pour l'abolition du salariat !

Pour une société sans classes !

Pour le communisme !

Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Parti Communiste International.

(Texte d'une affiche diffusée par nos militants.)

### PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de

10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

## VIE DU PARTI

### REUNION PUBLIQUE A PARIS

#### Lénine, défenseur de l'intransigeance marxiste

Reprenant le thème traité dans le N° 165 du *Prolétaire*, la réunion publique tenue à Paris le 1<sup>er</sup> février s'est appliquée à montrer que, contrairement aux calomnies et falsifications des opportunistes, Lénine a été tout au long de sa lutte un défenseur acharné de l'intransigeance marxiste. L'exposé a rappelé que la lutte de Lénine pour la constitution du parti en Russie, pour la prise du pouvoir ensuite, de même que son travail de direction de l'Etat dictatorial du prolétariat, était inséparable de son combat contre le réformisme et l'opportunisme dans la II<sup>e</sup> Internationale, puis de la lutte pour la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale sur la base des principes marxistes réaffirmés aussi bien contre le social-démocratie et le centrisme que contre le « gauchisme » anarchoïde ; de même que les aspects les plus pratiques et les plus terre à terre de son travail d'organisation et de direction étaient inséparables de la lutte théorique incessante qu'il a menée dans tous les domaines. On a insisté sur le fait que dans toute cette activité Lénine n'a pas été un « enrichisseur » ni un « innovateur » mais, comme il l'affirmait sans cesse lui-même, tout simplement un marxiste.

Deux points importants ont été développés ensuite. D'abord, contre tous ceux — social-démocrates, staliniens, et aussi « gauchistes » — qui présentent le « bolchévisme » comme un phénomène russe et Lénine comme le père de l'Etat russe actuel ; contre ceux qui n'admettent l'usage de la violence, de la dictature, de la terreur dirigées par le parti unique dans la révolution d'Octobre qu'à cause de l'arrière-pensée de la Russie tsariste, et les condamnent dans les pays « civilisés » et « démocratiques », contre tous ceux-là on a rappelé que Lénine lui-même, dans la *Maladie infantile du communisme* comme dans tant d'autres textes, a insisté

sur la validité universelle précisée de ces aspects de la révolution d'Octobre.

Puis, en ce qui concerne la fameuse *souplesse tactique* de Lénine, on a rappelé que si elle s'opposait à l'usage de critères moraux et à l'exigence infantile du « tout tout de suite », elle reposait en réalité sur le refus de toute concession théorique, programmatique et politique, et sur la lutte implacable contre le social-démocratie et le centrisme conciliateur. Pour Lénine, comme pour nous, la tactique repose sur des principes rigides, même si elle tient compte du rapport de forces, et dépend de la période historique (elle n'est pas la même dans une révolution double que dans une révolution prolétarienne « pure »).

La discussion a permis de préciser certains points. Par exemple le fait que nous récusons tout immédiatisme pseudo-révolutionnaire dans le domaine des transformations économiques : si la conquête du pouvoir politique, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et l'instauration du pouvoir des soviets dirigé par le parti, est un acte non instantané du moins très bref, les transformations économique-sociales sont nécessairement graduelles et progressives et, tant que la dictature du prolétariat reste circonscrite dans un pays, un groupe de pays ou même un continent, *subordonnées* à la lutte pour la révolution mondiale. Pour maintenir son pouvoir politique un tel Etat prolétarien peut et doit parfois faire des concessions économiques à d'autres classes, la paysannerie notamment, surtout dans des pays où le capitalisme est peu développé.

On a expliqué aussi que la défaite du prolétariat, le triomphe de la contre-révolution en Russie et dans le monde entier, de même que la dégénérescence de l'Internationale Communiste, ne sont pas dus comme prétendent certains à des

« erreurs » ou « fausses positions » inhérentes depuis le début à l'Internationale Communiste, mais au rapport de forces défavorable. Bien que ce rapport de forces soit un fait objectif, il n'était cependant pas donné a priori de sorte qu'on aurait pu dire que « tout était fichu » dès 1920 : au contraire, comme dans le cas d'un homme qui se bat contre une maladie, ce rapport de forces se manifeste, et parfois se crée, seulement dans la lutte elle-même. Alors que certains rats, ou mauvais marins sujets au mal de mer, abandonnaient le navire en danger, notre courant s'est battu jusqu'au bout pour sauver ce qui pouvait l'être : au moins les positions de principe. Et loin de répudier les armes théoriques, programmatiques et politiques dont les bolchéviques voulaient doter l'I.C., nous devons les reprendre et les affiner encore davantage.

### PROCHAINE REUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 15 mars, 20 h 45  
Salle Lancry, 10, r. de Lancry  
Paris (10<sup>e</sup>)

#### CRISE ET REVOLUTION

### REUNION REGIONALE DANS LE NORD

Prolongeant les réunions précédentes, qui avaient abordé entre autres les questions fondamentales de *Parti et classe* et de *Parti et action de classe*, une réunion régionale s'est tenue fin janvier dans le Nord, en présence des camarades de Belgique : deux rapports y ont été présentés, l'un sur *Dictature prolétarienne et parti de classe*, l'autre sur la *Question nationale et coloniale*.

Le premier rapport reprit les positions du parti marxiste face à cette question cruciale d'après notre texte classique de 1951, en opposition non seulement aux mensonges libéraux, démocratiques, social-populaires de la bourgeoisie et de ses idéologues, mais aussi et surtout aux positions de la *social-démocratie*, pour qui la classe ou-

## Le socialisme des petits patrons

« Ce qui caractérise fondamentalement le capitalisme, ce n'est pas la possibilité pour le patron de s'attribuer, pour son usage et son plaisir personnel, une part du produit du travail plus importante que celle qui est versée à chaque travailleur sous forme du salaire (...) c'est la nécessité (non pas la liberté !) d'accumuler du capital. » écrit « FRANCE NOUVELLE » du 9-1-74.

Mis à part le fait que le salaire n'est pas du tout « une forme » que prendrait le produit du travail, mais le prix d'une marchandise — la force du travail —, prix qui est fixé indépendamment de la valeur du travail produit, les marxistes pourraient souscrire à la caractérisation du capitalisme rapportée plus haut. Mais ce serait pour en tirer la conclusion que l'exploitation et la misère du prolétariat ne tiennent pas à la mauvaise utilisation que fait le patron du profit, mais au mécanisme de l'accumulation du capital, et que la classe ouvrière ne peut pas s'émanciper en remplaçant les capitalistes jouisseurs par des capitalistes puritains, mais bien en s'attaquant à l'ensemble des rapports bourgeois et à leurs dérivés. Le marxisme a établi — et l'histoire a confirmé — que la condition de tout cela est la dictature prolétarienne privant de tout droit politique les classes déchues pour transformer la société, même si la disparition des rapports marchands et capitalistes ne peut s'accomplir que progressivement, ainsi que l'élimination des patrons et en particulier des plus petits.

Mais quand le P.C.F. fait la caractérisation que nous citons, c'est pour démontrer qu'il faut défendre les petits patrons, confirmant ainsi que son « marxisme » n'est qu'une arme pour bernier les prolétaires qu'il influence.

En effet, pour le P.C.F., c'est à cause de « l'aide considérable de l'Etat » aux grands monopoles et de la concurrence terrible qui s'ensuit, c'est non pas « librement » mais par une affreuse « nécessité » que ces malheureux petits patrons

« sont contraints, pour remplir leurs devoirs envers le nouvel impératif catégorique, le dieu moderne adoré aussi par le P.C.F. qu'est l'investissement - condition - du - bonheur - de - tous, de soumettre les prolétaires à une exploitation forcée. La solution du réformisme stalinien est donc simple et n'est rien d'autre qu'une resucée de la vieille recette de Louis Blanc : il faut mettre les grands monopoles sous la coupe de l'Etat démocratiquement contrôlé par le peuple tout entier, et l'exploitation se relâcherait, le temps que les petits patrons eux-mêmes se convainquent que, pour le salut de la nation et de l'humanité, il vaut mieux remettre leurs biens à la gestion nationale.

« Mais, la lutte des classes dans tout cela ? Précisément », poursuit hypocritement l'article de FRANCE NOUVELLE : il faut aujourd'hui lutter pour le salaire, pour les conditions de travail, mais cette lutte doit s'accompagner de « l'explication politique des changements politiques qui doivent intervenir, de la réalisation, pour y parvenir, de l'alliance de la classe ouvrière et des couches intermédiaires, notamment les petits patrons contre la fraction dominante du capitalisme ». On imagine aisément quelle impulsion formidable peut être donnée, quel « libre développement » peut être garanti aux luttes économiques dans les petites entreprises si l'objectif est justement « l'alliance politique » avec les patrons. Autant dire qu'entre le « socialisme » du P.C.F. et les intérêts immédiats des prolétaires, il y a une complète contradiction.

La perspective du réformisme marie d'intérêts opposés est enfin défendue avec un argument-choc : « La solution aujourd'hui n'est pas, comme on le dit ici ou là, que, prenant brusquement conscience que le « collectivisme » est le seul moyen de résoudre complètement la crise des systèmes fondés sur la propriété et les échanges, les P.M.E. se fassent hara-kiri sur l'autel de la « propriété collective » et,

renonçant ainsi à la défense de leurs intérêts immédiats, se rallient à des objectifs politiques... que la classe ouvrière est loin de partager dans sa majorité ! »

Il ne s'agit ici de rien d'autre que de l'argument le plus mensonger et le plus cynique à la fois utilisé depuis le début du mouvement socialiste par les libéraux bourgeois contre les communistes. Mensonger car l'émancipation du prolétariat n'est pas une question de décompte des voix. Cynique parce que seuls peuvent parler ainsi ceux qui ont derrière eux la force de l'Etat pour se permettre de narguer le prolétariat opprimé et quotidiennement humilié. Il est vrai que les bonzes staliniens ne sont plus depuis longtemps que les carottes des libéraux bourgeois et les larbins de l'Etat, au point d'utiliser le « marxisme » non pas pour démontrer qu'il n'y a pas de contradiction entre le communisme et les intérêts immédiats des prolétaires, mais pour prêcher qu'il ne saurait y avoir de contradiction entre leur « socialisme » et les intérêts immédiats des patrons !

« Mais, la lutte des classes dans tout cela ? Précisément », poursuit hypocritement l'article de FRANCE NOUVELLE : il faut aujourd'hui lutter pour le salaire, pour les conditions de travail, mais cette lutte doit s'accompagner de « l'explication politique des changements politiques qui doivent intervenir, de la réalisation, pour y parvenir, de l'alliance de la classe ouvrière et des couches intermédiaires, notamment les petits patrons contre la fraction dominante du capitalisme ». On imagine aisément quelle impulsion formidable peut être donnée, quel « libre développement » peut être garanti aux luttes économiques dans les petites entreprises si l'objectif est justement « l'alliance politique » avec les patrons. Autant dire qu'entre le « socialisme » du P.C.F. et les intérêts immédiats des prolétaires, il y a une complète contradiction.

La perspective du réformisme marie d'intérêts opposés est enfin défendue avec un argument-choc : « La solution aujourd'hui n'est pas, comme on le dit ici ou là, que, prenant brusquement conscience que le « collectivisme » est le seul moyen de résoudre complètement la crise des systèmes fondés sur la propriété et les échanges, les P.M.E. se fassent hara-kiri sur l'autel de la « propriété collective » et,

### PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 3 (9 febbraio 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana :

#### IL PROGRAMMA COMUNISTA di cui diamo il sommario :

- Con o senza « sciopero generale », la solfa dell'opportunismo resterà la stessa.
- Corso caotico dell'imperialismo mondiale.
- La teoria trotskista della « rivoluzione permanente ».
- La questione agraria (II).
- I « rivoluzionari » di « Avanguardia operaia » alla ricerca di un posto al sole.
- Italsider : una piattaforma per « l'austerità ».
- Una pagina di Engels sulla concezione materialistica della storia.

voir, par l'utilisation de toutes les possibilités de propagande, d'agitation et d'action dans toutes les luttes partielles déclenchées par les intérêts immédiats du prolétariat. Loin de disparaître après la destruction de l'appareil de domination capitaliste, la tâche du parti reste également fondamentale dans la phase suivante, car la lutte de classe continue, dialectiquement renversée, et l'Etat prolétarien ne peut être animé que par ce seul parti qui, tout en dirigeant les masses laborieuses dans les vicissitudes de la lutte, doit gouverner seul, sans céder à aucun fétiche de constitutionnalisme ou de pluralisme, même présenté sous le masque de la « démocratie ouvrière » ou « soviétique ».

Le second rapport rappela les positions classiques du marxisme dans la question nationale et coloniale, en s'attachant à montrer la continuité de la lutte de Marx, Engels, Lénine et de notre parti, tant contre l'indifférentisme, voire l'hostilité que l'anarchisme, le social-impérialisme ou le centrisme affichent à l'égard des mouvements d'émancipation des nations et des peuples opprimés, sous le prétexte d'un internationalisme châté de sa puissance subversive, que contre le frontisme de la démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise. Loin d'être la dernière de l'histoire, la révolution nationale est pour le mouvement communiste la conquête d'un champ de bataille où pourra être livrée la guerre décisive contre la bourgeoisie, et il l'aborde avec son propre programme et sa propre organisation, fermement reliés à la lutte internationale du prolétariat, comme l'énonça de manière définitive l'Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes de mars 1850, longuement commentée au cours de l'exposé, et comme la Révolution Russe l'illustra de manière éclatante.

La fin de la réunion fut consacrée à la préparation de la réunion suivante, et au règlement des questions de travail et d'organisation.

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, r. de Charente, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les N.M.P.P.